

Maisons de guerre, maisons de paix

Diane Archambault-Malouin

Numéro 67, hiver 1996

L'évolution d'une architecture de raison

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/16056ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)

1923-2543 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Archambault-Malouin, D. (1996). Maisons de guerre, maisons de paix. *Continuité*, (67), 23–26.

Maisons de **guerre,** *maisons de* **paix**

Serrées
les unes contre les autres,
en rang d'oignons
ou constituant
d'harmonieux croissants,
des dizaines de milliers
de petites maisons héritées
de la Deuxième Guerre
mondiale
poursuivent leur évolution...
en paix.



Maisons de Saint-Laurent.
Photo : Marilyn Aitken

Lorsque le Canada entre en guerre contre l'Allemagne le 10 septembre 1939, notre pays sort d'une longue période de stagnation née de la Crise économique de 1929. Cette guerre va changer profondément le pays et la société. L'économie repart en grand. Les usines redémarrent et partout on embauche. Les centaines de milliers de chômeurs d'hier prennent d'assaut les nouvelles usines d'armements et de munitions. Subitement, le problème du chômage disparaît. Un autre se dessine alors que certaines villes voient spontanément leur population se gonfler de milliers de résidents.

Construction sur fond de guerre

Cette masse de nouveaux travailleurs se met à arpenter les rues, en quête de logements. Or, la baisse sans précédent qu'avait connue l'industrie de la construction au cours des dernières années de dépression (jusqu'à 80 % à Montréal) a laissé un bassin de logements disponibles de moins de 1%. Les familles s'entassent dans des logis vétustes, exigus et souvent insalubres. On voit jusqu'à 10 familles se partager une maison de 10 pièces, avec une seule salle de toilette ! Commence alors la course au logis. Le problème du logement devient l'ennemi à vaincre sur le front domestique.

Cette pénurie de logements menace directement la production industrielle puisque les ouvriers ne trouvent pas à se loger à proximité de leurs lieux de travail. Or, le pays est en train de devenir l'« Arsenal de la démocratie » et doit tenir ses engagements militaires. Clarence D. Howe, responsable du nouveau ministère des Munitions et des Approvisionnements, crée alors une compagnie de la Couronne dont le mandat est de loger les ouvriers d'usines. La Wartime Housing Limited, incorporée le 28 février 1941, entreprend ses activités avec un investissement de 100 000 \$ et l'autorisation de dépenser 10 millions \$ (on en dépensera quelque 70 millions durant toute la période de construction). Mise sur pied en vertu de la Loi sur les mesures de guerre, la compagnie détient le

pouvoir de réquisitionner les terrains et les matériaux dont elle a besoin. Des ententes sont signées avec les municipalités qui permettent à la compagnie d'acquérir des terrains pour 1 \$ du lot, en échange de l'installation d'infrastructures de voirie, d'aqueduc et d'égout. Ces infrastructures appartiendront à la municipalité après la guerre. En tant que société d'État, la Wartime Housing Limited est dispensée de taxes et ne verse qu'un montant forfaitaire annuel pour l'utilisation des services publics. C'est dans ce contexte qu'une quarantaine de professionnels, architectes, ingénieurs, urbanistes et entrepreneurs, réalisent une vaste enquête à travers le Canada pour évaluer les besoins réels et proposer des solutions adéquates.

Une maison « prête-à-habiter »

Penchés sur leur table à dessin, les concepteurs n'ont qu'un mot en tête : économie. Économie de temps et de moyens. Il leur faut gagner du temps pour que les Alliés gagnent la guerre. Pour loger les ouvriers célibataires, ils optent pour des habitations collectives (genre d'hôtelleries) à proximité des usines ; ils conçoivent à l'intention des ouvriers mariés des



Maisons de la Wartime Housing Limited à Chicoutimi, projet de 1943.

Photo : Archives nationales du Canada.

L'évolution d'après-guerre

Après la guerre, le nom de « maisons de vétérans » circule. Il sera donné à toutes les maisonnettes de ce genre, même celles qui n'ont pas été construites par la société d'État, mais plutôt par des promoteurs profitant des avantages de la nouvelle Loi nationale sur l'habitation. On verra apparaître, dans les années 1950, de nombreux ensembles de maisons unifamiliales toutes semblables. Ces maisons, construites avec des matériaux plus sophistiqués, présentent quelques différences avec celles de la Wartime dont les murs étaient couverts de planches à clins de bois ou de bardeaux d'amiante.

ensembles de maisons individuelles. Chambres et maisons seront louées en priorité aux ouvriers les plus « essentiels » à la production de l'usine.

La maison unifamiliale est démontable, vite construite, érigée sur des piliers de cèdre, sans sous-sol et entièrement de bois, un des matériaux « non essentiels » à l'industrie de guerre. À la fin de la guerre, cette maison, qui se veut une solution à un problème apparemment temporaire, pourra être démontée et déménagée. On pourra également en réutiliser les pièces à d'autres fins. C'est du moins ce que l'on croit.

Ces maisons unifamiliales sont construites selon le modèle Cape Cod, popularisé aux États-Unis grâce aux catalogues Sears-Roebuck de Chicago notamment. On en tire trois modèles que l'on peut inverser,

c'est-à-dire que les éléments qui se trouvent à droite dans un modèle peuvent se retrouver à gauche dans un autre et vice-versa. En cours de construction, certaines modifications sont apportées selon ce qu'offre le marché et en fonction des conditions climatiques régionales. En mariant ces six plans possibles à quatre types de revêtements extérieurs et à trois couleurs de toit, on réalise des ensembles résidentiels qui allient uniformité et variété. De plus, là où la chose est possible, on adopte des plans d'urbanisme qui s'inspirent des cités-jardins (voir page 21 de ce numéro). C'est ainsi que plusieurs ensembles de cette époque sont remarquables par leurs voies en lacet ou en croissant.

En août 1942, la compagnie a déjà autorisé la construction de près de 12 000 maisons unifamiliales dont la moitié sont terminées et habitées. À ce moment, on compte quelque 60 projets en Ontario, 21 en Nouvelle-Écosse, 2 au Nouveau-Brunswick, 17



H1



H12



H22

Les maisons érigées par la Wartime Housing Limited respectaient l'un ou l'autre des trois modèles de base : le H1 fait 24 pieds sur 24 ; le H12 fait 24 pieds sur 28 et le H22 fait 28 pieds sur 24. Les pièces de ces maisons modestes sont minuscules. Source : Coon Burwell, « Wartime Housing », Journal of the Royal Architectural Institute, janvier 1942.

au Québec, 14 en Colombie-Britannique, 1 en Alberta et 1 en Saskatchewan. En un peu moins de deux ans, on aura réalisé plus de 165 projets dans 70 localités pour un total de 18 000 maisons unifamiliales.

Le temporaire devient permanent

À la fin de la guerre, lorsque les combattants reviennent chez eux, avec au cœur le souhait sincère de couler des jours heureux avec leur famille, ils se mettent à leur tour à la recherche d'un domicile. Les autorités gouvernementales réalisent rapidement que le problème du logement qu'ils avaient cru temporaire semble vouloir devenir chronique. Les usines qui tentent de se réorienter vers une production civile ne

remercient pas tous leurs employés ; elles engagent même des anciens combattants qui, en majorité, prennent la place des femmes.

La Wartime Housing Limited continue donc sur sa lancée et construit près de 20 000 autres maisons selon les mêmes modèles (en plus de multiples immeubles à logements). Toutefois, on apporte une modification importante au concept de base : abandonnant l'idée de maison temporaire, on opte pour des constructions permanentes que l'on dote de fondations de béton. La compagnie s'engage même à installer des fondations permanentes sous les maisons d'ouvriers existantes. Les petites maisons avaient gagné leur plus importante bataille : elles survivraient à la guerre et ne seraient pas « démontées ». Le temporaire devenait permanent.

Une ère nouvelle

Au lendemain de la guerre, le gouvernement fédéral souhaite revenir à un rôle plus réservé dans le domaine de la construction. Il réactive un programme d'aide, le National Housing, et crée la Société centrale d'hypothèques et de logement (SCHL). L'année suivante, le personnel ainsi que tous les avoirs de la Wartime Housing Limited sont transférés à cette nouvelle compagnie. La SCHL se retrouve alors en possession de plus de 30 000 maisons unifamiliales disséminées à travers le pays. Vers la fin de 1947, à la suite de requêtes de résidents, les unités d'habitation sont mises en vente, dans des conditions et à des coûts très intéressants. Elles sont offertes prioritairement aux occupants, ouvriers ou vétérans, puis aux vétérans non occupants. Trois ans plus tard, toutes les maisons étaient vendues. Une nouvelle histoire allait commencer.

Devenues propriétés privées, les petites maisons de guerre allaient bénéficier de plus d'attention de la part de leurs occupants. Ces derniers allaient enfin pouvoir les modifier, les améliorer. Jusqu'alors, les occupants locataires ne disposaient que d'une mince marge de manœuvre même en ce qui concernait la décoration intérieure de leur résidence. Ainsi, il pouvait

Les femmes, de l'usine au marteau

Après la guerre, les femmes, qui avaient fait « rouler » nombre d'usines, ont disparu rapidement des chaînes de montage et des bureaux. Au cours du seul mois de septembre 1945, 80 000 femmes sont mises à pied à travers le Canada. Ces femmes, ainsi que les épouses des militaires venues d'Europe, allaient dorénavant s'occuper de leur intérieur. Une étude réalisée par les chercheurs Annmarie Adams et Pieter Sijpkens de l'École d'architecture de l'Université McGill démontre notamment que ce retour au foyer a eu un effet déterminant sur l'évolution de la maison. Les femmes ont pris en main la gestion financière et la supervision des travaux de rénovation. Nombre d'entre elles ont même mis la main... au marteau.

repeindre leur intérieur, mais en n'utilisant que la peinture « autorisée » par la Wartime Housing et qui leur était fournie gracieusement après une inspection préalable du gérant local. Cette peinture était offerte dans deux tons au choix : gris ou crème. De telles contraintes exigeaient donc une bonne dose de créativité. L'entretien de l'extérieur des maisons incombait à la compagnie propriétaire, ce qui empêchait les occupants d'individualiser leur habitation. C'est surtout dans l'aménagement extérieur que les occupants exprimaient leur personnalité, la plantation d'arbres, d'arbustes et de fleurs étant encouragée par les administrateurs. Bon nombre de résidents cultivaient d'ailleurs avec soin depuis la guerre leur « jardin de la victoire ».

Le nouveau propriétaire était soumis à cinq années de probation au cours desquelles il ne devait ni vendre ni modifier sa propriété. Après ces cinq années, il allait pouvoir commencer à transformer sa maison en fonction de ses besoins, y laissant sa marque, sa culture propre. Profitant de l'expérience du



Maison de vétérans à Ottawa.
Photo : Jean-Pierre Malouin

voisin ou de celle acquise dans le milieu de travail, utilisant les nouvelles technologies et les derniers matériaux offerts sur le marché, les propriétaires allaient agrandir leur maison, changer le parement extérieur, remplacer les fenêtres de bois et, finalement, décorer leur « chez-soi » selon leurs rêves, même les plus fantaisistes.

Au cours des 50 dernières années, les propriétaires ont ainsi pris possession de leur espace de vie. Aujourd'hui, ces petites maisons de guerre, si elles gardent le souvenir de cet épisode de l'histoire du XX^e siècle, témoignent à leur façon de l'évolution de notre société. ◀

1. Jean-Claude Robert, *L'Atlas de Montréal*.

Comment distinguer les maisons d'ouvriers, de vétérans ou de promoteurs

À la fois semblables et différentes, ces maisons ont toutes subi des transformations qui rendent leur identification difficile. Voici quelques indices qui vous permettront de les reconnaître.

Maisons de la Wartime Housing Limited

Lorsqu'on se trouve devant une enfilade de maisons dont les parements sont différents d'une maison à l'autre, nous sommes en présence de maisons de guerre, chacune d'elles ayant connu une évolution particulière. En effet, les propriétaires n'ont pas tous opté pour la même pierre artificielle ou pour le même modèle de pignon-porche.

1. Maisons d'ouvriers (période 1941-1945)

Lorsque les solages sont de différentes hauteurs, on peut conclure que nous sommes devant des maisons construites sans sous-sol et de façon temporaire pour les ouvriers d'usine. Certaines ont été rehaussées, d'autres sont restées au même niveau.



Maisons d'ouvriers à Saint-Laurent.
Photo : Jocelyn Duff

2. Maisons de vétérans (période 1945-1950)

Lorsque l'ensemble considéré est situé dans un environnement urbain et qu'il s'insère dans une trame de rues qui semble préexistante dans un secteur non industriel et que toutes les maisons ont des fondations de béton de même hauteur, il s'agit de maisons de vétérans.

3. Maisons de promoteurs privés (période 1946 jusque dans les années 1960)

Lorsque la majorité des maisons d'une rue présentent les mêmes revêtements de pierre artificielle en façade et de brique sur les côtés et lorsque les maisons présentent toutes le même pignon-porche en façade, il est fort probable que nous soyons en présence de maisons de promoteurs des années 1950.



Ensemble de maisons de promoteurs privés (Crawford Park) à Verdun.
Photo : Jocelyn Duff